



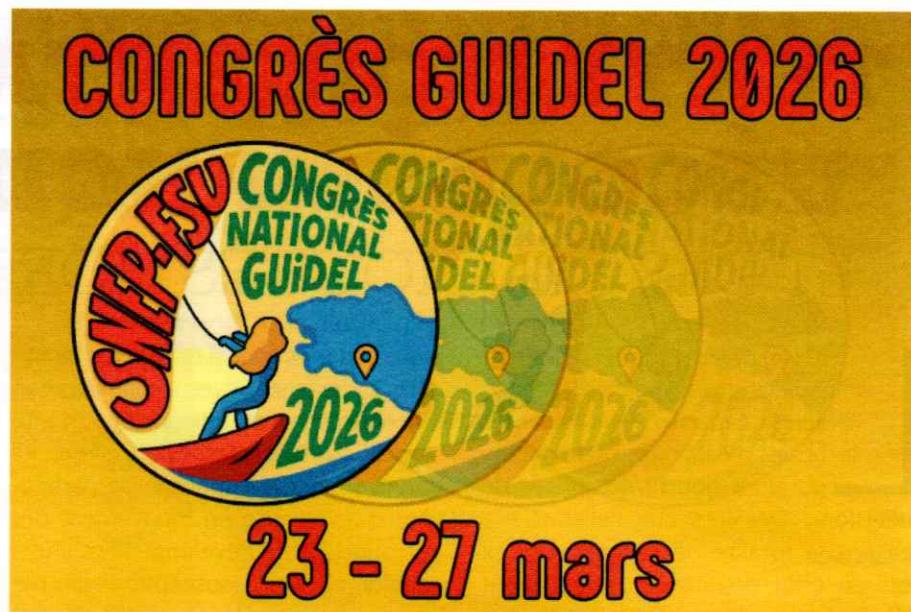
Parce qu'il multiplie les crises sociales, écologiques, démocratiques, politiques, alimente la xénophobie et favorise les régimes autoritaires et le recours à la guerre, il ne peut être question d'une quelconque adaptation de ce système. Il faut rompre avec lui et les organisations syndicales ont un rôle déterminant à jouer dans le processus qui le permettra.

Le passage en force de la réforme des retraites malgré une très forte mobilisation conduite par la totalité de l'intersyndicale en 2023, mais aussi l'enfermement d'Emmanuel Macron dans le refus de nommer un·e premier·e ministre du Nouveau Front Populaire malgré la victoire de la gauche rassemblée aux élections législatives anticipées de 2024 le montrent : **aucune des alternatives** porteuses d'un monde plus juste socialement et respectueux des écosystèmes, pourtant crédibles et réalisables, **ne pourra être mise en œuvre sans qu'elle soit imposée par un rapport de force de très haut niveau.**

Dans un contexte global marqué par la poussée réactionnaire et le risque de voir arriver l'extrême droite au pouvoir, **l'engagement syndical à développer et entretenir des liens de solidarité étroits avec les mouvements de jeunesse, étudiants, féministes, paysans, etc. pour créer les convergences de tout le mouvement social est ainsi crucial afin de résister à la radicalisation autoritaire du néolibéralisme.**

La participation des organisations syndicales à la lutte politique est essentielle pour passer à l'offensive et poser les bases d'une alternative sociale et politique capable de réhabiliter l'idée qu'un autre monde est possible. L'engagement syndical a, de cette façon, sans nul doute compté dans la victoire du Nouveau Front Populaire et de son programme en 2024 et permis de freiner un tant soit peu l'ascension du Rassemblement National.

Pour l'Ecole Emancipée, c'est parce qu'un mouvement social large, indépendant mais en lien avec les organisations politiques progressistes, aura pu imposer une alternative aux orientations libérales, que nous reconquerrons des services publics rénovés et démocratisés dans lesquels nous, enseignant·es d'EPS et professeur·es



de sport, aurons toute leur place.

Après avoir accompagné les prises de conscience, il est donc pour nous indispensable que le SNEP-FSU encourage et favorise l'engagement de ses adhérent·es dans la vie de notre fédération la FSU et, au-delà, dans les mobilisations interprofessionnelles et les différents cadres unitaires de luttes pour défendre et/ou promouvoir les valeurs qui sont les nôtres.

Comme tout le SNEP-FSU, **l'Ecole Emancipée revendique** la baisse des effectifs par classe/groupes, des installations de qualité, une formation initiale et continue à la hauteur des enjeux, des horaires d'EPS portés à 4 heures hebdomadaires... **Elle défend aussi** l'idée d'une éducation physique sportive et artistique émancipatrice, dont les APSA sont le contenu et le support, mettant en œuvre les pédagogies innovantes et interdisciplinaires, les approches coopératives et créatives où le corps est perçu comme une source de mouvements favorisant l'épanouissement, l'affirmation de sa singularité et de son ouverture aux autres, comme source de pensée et de créativité; où le corps, les sensations et émotions ne sont pas subordonnés à une finalité performative source d'exclusion.

Enfin, l'Ecole Emancipée porte, y compris au sein du SNEP-FSU, la critique fondamentale du sport de compétition de haut niveau et celle des (Grands) évènements sportifs inter-

nationaux, y compris les JOP. Scandales financiers, dopage, dépenses pharaoniques, tricheries, nationalismes exacerbés, compromissions politiques, massacre écologique, inégalités de genre, violences sexistes, sexuelles, homophobie et transphobie, éviction des populations non désirées et/ou défavorisées de l'espace public, tentation sécuritaire par la vidéosurveillance algorithmique, maltraitance des centaines de salarié·es, bénévoles et des athlètes elles et eux-mêmes qui commencent à lever le voile et média-tiser la mise à mal régulière de leur santé mentale... en sont des constantes, et les JOP de Paris n'ont pas dérogé à la règle.

Non il ne s'agit pas de purifier le sport, les institutions sportives et leurs pratiques : il n'est pas possible de réformer l'idéologie libérale dominante à laquelle ils sont inféodés et dont ils se nourrissent.

Après Paris en 2024, les Alpes pourraient accueillir les JOP d'hiver en 2030. L'Ecole Emancipée appelle le SNEP-FSU à soutenir le collectif de citoyen·nes qui s'y oppose.

C'est cette orientation que défend l'Ecole Emancipée au SNEP et à la FSU. Pour la renforcer, votez et faites voter pour la liste École Emancipée !

Les membres ÉÉ
du Bureau National du SNEP-FSU